

Négatif

Bulletin irrégulier – Février 2007 – n°8

Les élections, expression achevée du nihilisme contemporain

La plus grande partie l'emporte toujours sur la meilleure ainsi que le dit Tite-Live en parlant des Carthaginois.

Rabelais, *Pantagruel*, Chapitre 10

Précédées d'une préparation d'artillerie médiatique qui s'étale désormais sur des mois, voire des années, les élections, dans leur version présidentielle d'abord, législative ensuite, sont le clou du spectacle d'un régime que ses thuriféraires nomment « La Démocratie ». En France, depuis le début de la Cinquième République, pour ne pas remonter au-delà, les électeurs se sont déjà déplacés sept fois pour des présidentielles, douze fois pour des législatives. Ils le feront donc respectivement une huitième et une treizième fois au printemps 2007. Ce bel acharnement, derrière lequel il est aisé de distinguer l'intention de saisir les rares occasions qui leur sont officiellement offertes de se faire entendre, dans les limites permises, espoir évidemment toujours déçu, ne parvient pas à masquer un changement qui a commencé à devenir sensible vers le tournant des années 80.

Auparavant, hormis lors de la période de mai-juin 1968, qui avait vu momentanément renaître en France la possibilité d'une transformation révolutionnaire, la plupart de ceux qui croyaient à l'avènement d'une société répondant mieux à leurs aspirations avaient encore confiance dans la routine électorale. Les partis de gauche, plutôt que d'inspirer une absolue confiance, engrangeaient les bénéfices d'un espoir qui avait rarement su imaginer d'autres voies. Bref, le réformisme, qui était alors synonyme d'avancées sociales, alors qu'aujourd'hui lesdites réformes sont autant de régressions sociales, faisait encore recette. Les électeurs d'alors, en glissant leur bulletin dans

l'urne, imaginaient faire un pas vers un monde qui serait plus juste, plus vivable, plus humain en somme. Dans les rangs des partis de gauche, on savait tirer profit de ces aspirations, si bien que l'on entendait encore parfois quelque « enragé » en costume trois pièces parler de rupture avec le capitalisme, de société socialiste, de lendemains qui chanteraient. L'existence, à l'Est, de pays dits communistes suffisait à combler les plus de 20% d'électeurs qui accordaient régulièrement leurs voix au Parti Communiste. Pour les autres électeurs de gauche, plus circonspects sur le bilan « globalement positif » de ces États et qui critiquaient avant tout l'absence de démocratie dans les « démocraties populaires », l'existence de ce qu'ils avaient cependant la faiblesse de considérer comme une réalité extérieure au capitalisme permettait d'en envisager une autre, dégagée des aspects repoussants du stalinisme. L'expérience du Printemps de Prague en 1968, par exemple,



encore fraîche dans les mémoires, certes vite écrasée par l'intervention des chars du Pacte de Varsovie, accréditait l'idée que pouvait naître un socialisme « à visage humain ». Le Programme commun de gouvernement, signé en 1972 par le Parti Socialiste, le Parti Communiste français et les Radicaux de gauche, rompu en 1977, fut certainement la dernière baudruche électorale d'une certaine

ampleur sur laquelle les électeurs de gauche fondèrent leur espoir de transition vers une société construite sur d'autres bases. Lorsque la gauche arriva au pouvoir en 1981, après l'élection de Mitterrand, ce fut très vite, au bout de deux ans, le début de la fin des dernières illusions.

Vingt-cinq ans après, les électeurs continuent de se déplacer pratiquement aussi nombreux, mais la situation générale a pris une tournure fort différente. La gauche, après avoir exercé le pouvoir durant une quinzaine d'années, a définitivement épuisé auprès d'eux son crédit en tant que force de transformation sociale. Ces vingt-cinq années ont été marquées par une régression extraordinaire, et il est à craindre que nous ne soyons encore loin du fond. Les acquis considérés comme définitifs (accès aux soins, au logement, à l'éducation, bref à une espèce de seuil minimum de survie acceptable) par ceux qui, pour avoir vécu les années de croissance exceptionnelles consécutives à la Seconde Guerre mondiale, pensaient pouvoir s'accommoder des conditions qui leur étaient faites, sont en phase de pulvérisation.

De surcroît, la chute du mur de Berlin suivie par l'effondrement de la plus fameuse imposture du XX^e siècle, les régimes dits communistes de l'Europe de l'Est, présentés comme seule alternative au monde capitaliste alors qu'il n'en étaient tout au plus qu'une version locale et provisoire, devenue au fil des années moins attrayante, n'a pas manqué d'être utilisée comme la preuve irréfutable qu'il ne pouvait exister sur notre planète qu'un seul système : celui du règne de la marchandise, de l'argent auquel tout se réduit, bref du capitalisme, assimilé à cet aboutissement que les trompettes de l'histoire doivent célébrer sans fin et comme fin : « La Démocratie ». Cette dernière a pu compter sur le soutien sans faille de la plupart des « intellectuels », dont de nombreux repentis du gauchisme, et l'on a même pu entendre, dans les médias, un professeur en « hédonisme » pousser des cris d'Onfray pour affirmer le caractère indépassable du capitalisme, à condition qu'il se débarrasse de ses oripeaux libéraux.

On peut se demander ce que cette fameuse « Démocratie » a à voir avec la démocratie qui pourrait être, et qui signifierait la libre construction de leur vie et de leur société par des individus enfin débarrassés de la gangue idéologique spectaculaire et de la misère du

temps. La langue spectaculaire est friande d'oxymores, figures de style réunissant en une formule une réalité et son contraire, parce qu'ils facilitent le brouillage des pistes. Si elle n'a pas inventé l'expression, elle a à coup sûr mis au point le concept paradoxal de « Démocratie » immuable, indiscutable, sans dynamique, sans vie. Le mot « Démocratie » est désormais l'un des exemples les plus frappants de la perversion du langage, celle qui rend impossible l'expression vraie, celle qui rend infréquentable un nombre de mots de plus en plus grand. Dans le monde de 1984, ce que George Orwell appelait le novlangue permettait des nouveautés telles que « La guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage, l'ignorance c'est la force ». Dans le monde d'aujourd'hui, que l'on peut hésiter à revendiquer comme le nôtre tant il nous est étranger, assurément, « La Démocratie, c'est la domination ».

Pas plus que de la « Démocratie » on ne peut aujourd'hui se permettre de discuter le caractère sacro-saint de l'éconocratie¹, à savoir le développement délirant de la sphère autonome de l'économie, cette folle entreprise qui est en train de laminer l'homme et son milieu de vie, la première n'étant finalement que le masque de la seconde et sa justification permanente. L'écono-démocratie n'est autre qu'une nouvelle forme de totalitarisme, totalitarisme « soft » si l'on veut, l'exercice de la domination ayant pendant quelques décennies revêtu cette forme qui ne contraint pas les pouvoirs à exercer une violence trop voyante, trop systématique. En fait, il semble que depuis quelques années cette phase touche à sa fin, pour des raisons qui tiennent sans doute au décalage croissant entre le discours que ce monde tient sur lui-même et la réalité qu'il offre. Et l'on assiste ainsi à un renforcement accéléré de la surveillance policière et au développement oppressant des moyens de contrôle techno-assistés (vidéo surveillance, nanotechnologies, fichiers génétiques, etc.).

Le caractère encore « soft », mais de moins en moins, de ce totalitarisme, c'est-à-dire de ce monde privé d'ailleurs, dont on ne peut désormais plus s'extraire, avec à sa tête des pouvoirs s'immisçant toujours un peu plus dans les moindres recoins de la vie des êtres,

¹ Terme emprunté à Michel Keller, *Cent considérations sur le nihilisme contemporain*, Nyons, L'or des fous, 2005.

n'est cependant garanti que par l'adhésion de la grande majorité des gens à l'idéologie et au mode de vie dominants, entraînée en cela par la propagande organisée par la publicité et les médias notamment. Le nihilisme est à la fois la conséquence et la condition du triomphe de l'écono-démocratie.



Le nihilisme contemporain n'est rien d'autre que le renoncement à l'idée que l'Ordre existant peut être modifié, bouleversé. Même si les conditions de vie qu'il impose ne sont pas reconnues comme idéales, l'idée selon laquelle les intérêts des individus seraient décidément trop étrangers pour qu'ils puissent construire ensemble une société digne de ce nom est en passe de triompher. Le nihilisme contemporain, c'est précisément cet abandon de soi au profit de forces jugées supérieures, qu'elle soient étatiques, technocratiques, économiques, et à ce titre considérées comme plus à même de régenter les vies. C'est la fin des idéaux de justice, de liberté, d'égalité. C'est l'atomisation sociale, la réduction de chacun au rôle de consommateur hyperpassif, c'est l'effondrement culturel et humain. C'est l'apologie faite depuis une vingtaine d'années déjà de l'« ère du vide », de ce fameux hédonisme qui n'est autre que la capacité à jouir de ces restes sur lesquels il faudrait s'extasier, ces lambeaux d'humanité, ces lambeaux de nature, ou alors ces objets, tellement puissants et qui nous flattent, ces prothèses, ces béquilles, triste aboutissement de dizaines de milliers d'années d'évolution, et qui font, de si grotesque manière, briller, par simple reflet, des yeux qui en leur absence sont éteints.

Les élections ne sont jamais qu'un moment de plus forte intensité, le point de fixation spectaculaire du nihilisme ordinaire. Du côté des candidats cela se traduit, à un degré de concentration d'autant plus fort qu'ils font

partie des deux favoris pour la qualification en finale, par une symétrie digne d'un jardin à la française des propositions de chacun. Celles-ci ne concernent bien entendu jamais les aspects essentiels de la vie des gens, car il est entendu qu'il n'est pas question de remettre en cause les choix fondamentaux effectués par d'autres, qui ne font eux-mêmes qu'entériner *le mouvement des choses* tant qu'il leur profite. A un point tel que nos champions sont obligés de mettre en scène leurs différences, un peu comme si Dolly, la trop célèbre brebis clonée, s'était teint la laine en rouge fluo pour se différencier de sa mère, ou de sa sœur, on ne sait trop, afin de prouver qu'elle était bien un individu, juste un individu.

Du côté des électeurs, cela se traduit par une assez grande indifférence vis-à-vis des partis et de leurs *big stars*. Tout au plus jouent-ils aux élections comme on joue aux quilles, et les changements de majorité parlementaire ont été systématiques depuis 1978. Les élections sont devenues l'exutoire de la mélancolie générale, car on ne renonce pas aussi facilement à l'appel du large. Le nihilisme est subi avant d'être élu.

Plus personne désormais n'attend rien, ne désire rien, et c'est ce rien qu'incarnent aujourd'hui les candidats. Ils ne disent rien, ils vendent. Ils sont la substantifique absence de moelle de toute une époque, celle de la domination marchande.

On pourrait objecter qu'il existe à la « gauche de la gauche », chez les « antilibéraux », à l'extrême gauche, des candidats qui proposent encore quelque chose de différent. Il est vrai qu'à les voir sauter sur place pieds joints et poings fermés, on pourrait être vaguement impressionné. Ils crient : « Partage des richesses », mais quelles richesses ? Celles produites dans les usines du capital, ou lors des transactions financières internationales ? Ils crient : « Partage du travail », mais quel travail ? Le travail salarié, le travail aliéné, celui que Marx dans les *Manuscrits de 1844* décrit comme rendant « l'homme étranger à son propre corps, au monde extérieur aussi bien qu'à son essence spirituelle, à son essence humaine » ?² Sans oublier qu'ils prétendent lutter contre la bourgeoisie en se plaçant sur son terrain, celui de la démocratie représentative, « La Démocratie », cette alchimie savante inventée pour transmuter le

² Karl Marx, *Critique de l'économie politique*, Paris, 10/18, 1972, p.159.

pouvoir souverain du peuple, avec l'assentiment de ce dernier, en gouvernement oligarchique chargé d'assurer la bonne circulation de la marchandise. À la gauche de la gauche comme partout ailleurs, le jeu électoral favorise l'apparition de « personnalités » aux dents longues cristallisant sur leur personne beaucoup plus que sur leurs idées (lesquelles ?) les petits et grands abandons de soi. C'est l'éternelle reproduction de la séparation, celle qui détache de l'homme l'essentiel de son humanité, abandonnée au profit de Dieu, de l'État, de ceux qui le servent et s'en servent, des idoles de même acabit.

Loin d'avoir une signification démocratique, dans le sens d'une affirmation des capacités politiques de chacun, les élections, dans le carcan représentatif, n'ont jamais été qu'une confiscation. Elles jouaient le rôle de soupape tant que les électeurs voyaient en elles un moyen de transformer le monde. Le personnel politique ne peut maintenir aujourd'hui cette dernière illusion, contradictoire avec le « réalisme économique » dont, d'une seule et même voix, il s'est fait le chantre. Ce n'est plus qu'en vertu de la fausse conscience qu'il a du monde que se prononce l'électeur, monde dont il a nécessairement admis les postulats, en cédant au chantage des pantins politiques. Il choisit l'un ou l'autre en fonction de la dose de peur qu'on lui a inoculée, ou alors pour « éviter le pire », sans savoir exactement où il se situe.

Par ailleurs, les périodes électorales correspondent à une sorte de fête de la parole dominante. Il y a certes longtemps que l'expression vraie n'a plus sa place. En réalité, elle n'a jamais réellement surgi dans l'histoire que dans les moments de révolte. Mais les périodes électorales sont encore plus nuisibles à l'expression vraie. Or ces périodes tendent à devenir permanentes. Le raccourcissement à cinq ans du mandat du Président de la République n'y est pas pour rien. Le jeu électoral se réduit à un spectacle de cirque destiné à monopoliser l'attention des citoyens-spectateurs de la même façon que le crédit coince le salarié qui n'aura plus les moyens de faire grève.

Les élections pèsent sur la société comme un couvercle. Quel que soit l'Élu, nous n'échapperons pas à la société autoritaire que nous sentons se profiler depuis quelques années. La mort des rêves, qui a fait le lit du nihilisme, la disparition derrière un lointain horizon, entretenue par les idéologues du

capital, d'une société qui ne soit plus centrée sur les impératifs économiques avec son cortège de replis, la montée de la peur et l'obsession sécuritaire laissent présager un futur inquiétant.

Il est clair que nous sommes déjà entrés dans des temps où la dépossession s'accroît, où l'autonomie individuelle, dans tous les domaines où elle était parvenue à subsister, tend à disparaître. Les élections sont la cérémonie rituelle, la commémoration d'une liberté qui fut parfois réelle, dans les interstices du temps, dans les failles de l'histoire. Elles n'ont jamais été le moment où les individus pouvaient prendre en main leur destin politique. C'est seulement sur le terrain social que l'on peut faire de la politique, au vrai sens du terme. La politique se fait là où l'on combat.

Un espoir ne peut renaître qu'à partir du moment où sera démolie le jeu de dupes à double face avec d'un côté les « luttes revendicatives » et de l'autre la politique des politiciens, de leurs bureaucrates et autres experts. Le terrain social ne doit pas être abandonné à ceux qui en sont les spécialistes autoproclamés, ceux que l'État consulte pour « gérer les conflits », les « partenaires sociaux », à savoir les syndicats.

Partout, les salariés, ceux qui ne le sont plus, ceux qui ont refusé de l'être, sur les lieux de travail ou ailleurs, doivent définir leurs propres objectifs sur des bases organisationnelles qu'ils maîtrisent totalement, afin d'éviter la misère sociale et culturelle ainsi que la catastrophe écologique qui nous guettent. Les simples combats défensifs sont voués à l'échec.

Nous pouvons jeter les bases d'un monde autre, et nous ne sommes pas démunis pour cela. Les combats du passé proche ou lointain, dans leurs succès comme dans leurs erreurs, n'auront pas été vains ■

L'autre Front populaire

Ces derniers temps, le Front populaire a souvent été évoqué comme période de conquêtes sociales sans précédent, anniversaire oblige (1936-2006), célébration sur fond de liquidation des acquis sociaux et évocation somme toute teintée d'une bonne dose de nostalgie mouillée de quelques larmes, comme s'il fallait faire danser le cadavre pour mieux

exorciser un événement sur lequel il n'est rien dit d'essentiel.

Il n'est donc pas étonnant d'entendre les médias et les politiques s'emparer du thème de la vie nouvelle, matérialisée au moment du Front populaire par la baisse du temps de travail et les congés payés, notamment ; autant d'acquis octroyés par la coalition de gauche qui gagne les élections en avril 1936.

Rappelons que, si le gouvernement Blum est investi à l'Assemblée nationale le 6 juin, dès le mois de mai des grèves ouvrières avec occupation s'étendent rapidement pour atteindre le chiffre de 500 000 grévistes début juin. Cette grève générale n'a pas été ordonnée par les directions syndicales ; elle a surgi spontanément de la conscience des travailleurs du fait de la crise économique qui sévit alors et de la perte du pouvoir d'achat qui touche très durement une partie des ouvriers à la suite de la mise en place de politiques déflationnistes. Si Léon Blum ne réprime pas la grève de peur de se couper de sa « base », il n'est pas non plus très enchanté de cette situation.³ Toutefois, les accords de Matignon sont réclamés au départ par le patronat lui-même qui prend ainsi l'initiative d'une sortie de crise. C'est que, face à un mouvement qui risque d'échapper au contrôle institutionnel (directions syndicales et partis), Léon Blum apparaît comme l'homme du compromis historique, celui qui est capable de ménager les intérêts du capital tout en canalisant les ardeurs populaires. La victoire de la tendance modérée du Front populaire, représentée par L. Blum, est donc bien aussi celle des tenants de l'ordre social finalement préservé quand le mouvement de grèves sauvages reflue.

Quant à « la vie nouvelle » qui est sortie de la victoire du Front populaire, et il ne s'agit certes pas de nier des avancées sociales, elle laisse du temps libre aux travailleurs, mais ce temps disponible sera à terme colonisé par le capital sous la forme des loisirs et du divertissement. Cette « révolution culturelle » ne fut pas totale puisqu'il n'y a pas eu remise en cause des fondements de l'édifice capitaliste. L'utopie s'efface avec la fin de la grève générale pour laisser la place à une modernisation du capitalisme.

Aujourd'hui comme hier, seule une lutte politique et sociale effective et déterminée dans nos quartiers et sur nos lieux de travail pour une transformation sociale radicale

représente un combat réaliste. Tout moyen d'action autre que la grève générale révolutionnaire se donnant pour but l'abolition des rapports de domination ne peut maintenant passer que pour de la complicité politicienne.

**Ni ordre juste,
ni juste l'ordre –
Seulement la liberté !**

Imaginaires socialistes et socialisme imaginaire

Parmi les penseurs et les militants socialistes, Karl Marx se distingue par sa critique de l'économie en tant que science et représentation du réel. En développant une critique radicale de l'économie politique, il dévoile un secret : le fonctionnement de la domination marchande. Pourtant cet effort critique n'a pas été poursuivi de façon aussi radicale et systématique par ses successeurs. Les présuppositions de l'économie politique finissent par s'imposer au sein même des dirigeants socialistes révolutionnaires et du prolétariat à la fin du XIX^e siècle. De l'organisation du travail à la planification des loisirs, c'est une conception purement économique du quotidien et de la vie qui triomphe dans les têtes comme un mal étrange. Est-il possible de transformer le monde sans changer notre façon de penser, de dire et de faire ?

1. Autrement que l'économie politique

L'originalité et la radicalité de Karl Marx par rapport aux autres socialistes de son époque tiennent au fait qu'il a critiqué l'économie politique en adoptant un point de vue différent et extérieur. Cela lui a permis de ne pas reprendre à son compte les catégories de l'économie politique, mais de les démonter et de les remettre en cause en tant que représentation du réel.

Marx investit l'économie politique en apprenant son langage, mais aussi en utilisant la méthode hégélienne et les critiques des autres penseurs socialistes. Ce que Marx reproche à quelqu'un comme Proudhon, pour qui il avait de l'estime, c'est précisément d'adopter les catégories de l'économie politique sans même les critiquer et de rester prisonnier des présuppositions des économistes.

³ Voir Daniel Guérin, *Front populaire. Révolution manquée*, Actes Sud, coll. Babel, 1994, p. 192.

K. Marx va ainsi pouvoir s'intéresser à l'expropriation originelle des prolétaires au début du capitalisme industriel, cette violence initiale qui a fait passer les hommes du statut de producteurs à celui d'ouvriers salariés, et au processus d'aliénation du travail, c'est-à-dire à la déshumanisation de l'homme.

2. Dans la faille du temps

Lorsqu'au début du développement du capitalisme industriel le machinisme est introduit en Angleterre, la première forme de résistance des artisans qui voient leur travail directement menacé par la production de masse d'objets standardisés, c'est la destruction des machines. L'action de ces briseurs de machines, les luddites, constitue une opposition frontale au travail salarié. Ils avaient compris que les nouvelles formes de production capitaliste signifiaient leur propre fin, leur expropriation et la prolétarisation.

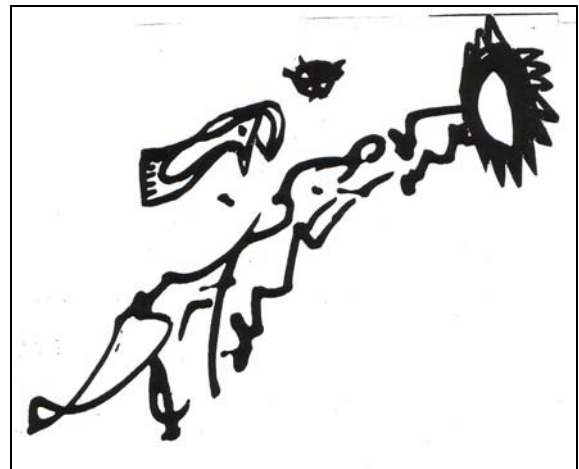
Les artisans étaient encore maîtres de leur travail et étaient conscients qu'il s'agissait d'une partie d'eux-mêmes, d'une création humaine authentique. La prolétarisation, cela veut dire non seulement que les hommes deviennent étrangers à leur propre travail, mais qu'ils finissent aussi par y être asservis. La marchandise n'est jamais que cela : une chose étrangère dont les hommes sont les esclaves.

De même, lorsque dans les années 1830 en France, au lieu de dormir pour reconstituer leur force de travail, des prolétaires se réunissaient pour rêver d'Icarie, d'un ailleurs où il aurait été possible de vivre humainement, ils s'opposaient à l'ordre capitaliste. C'était des heures arrachées au déroulement monotone du temps : au travail dans le fer et le supplice succédait le repos réparateur. C'était une résistance en acte à la vie quotidienne scandée par la production et la reproduction du capital. L'utopie, l'ailleurs comme représentation et comme volonté, était alors bien présente.

3. Du monde de l'économie à l'économie-monde

La plupart des socialistes après Marx, notamment au moment du triomphe du positivisme à la fin du XIX^e siècle, perdent de vue que l'auteur du *Capital* a été avant tout le meilleur critique de l'économie politique de son temps. La séparation entre la théorie critique de Marx et la pratique révolutionnaire qui lui était liée repose d'abord sur

l'acceptation des présuppositions de l'économie politique. Petit à petit cette dernière n'est plus seulement une représentation du monde, mais elle s'identifie au réel, devient la nature des choses, une vérité en soi et enfin le monde lui-même. Dès lors, la lutte n'a plus pour but l'émancipation sociale et la fin de la domination marchande, mais l'aménagement de cette domination. Il ne s'agit plus d'abolir le salariat, mais d'améliorer les conditions de son exploitation, d'organiser la survie à l'intérieur même de l'économie devenue monde.



4. Comment changer le monde ?

« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; ce qui importe, c'est de le transformer ».

La XI^e thèse sur Feuerbach de Marx est restée fameuse parce qu'elle pose peut-être davantage de questions qu'elle n'apporte de réponse. Si Marx a développé une critique du monde de la marchandise qui demeure encore aujourd'hui utile à bien des égards, il ne dit presque rien sur ce que pourrait être la vie humaine libérée du règne de la marchandise, du profit et de l'État.

Transformer le monde, mais dans quel sens ?

C'est à cette question que les bolcheviks se trouvent confrontés après octobre 1917. Si nous laissons de côté le problème central de la guerre et du reflux du mouvement révolutionnaire en Europe, les bolcheviks sont face à deux difficultés : la démocratie concrète et l'organisation du travail.

La démocratie

Tout d'abord le parti bolchevik ne représente pas les intérêts de tout le prolétariat russe. En octobre 1917, ce parti n'est pas poussé par un vaste mouvement populaire qui le porte au

pouvoir. Plus exactement, les bolcheviks prennent le pouvoir parce qu'il est vacant. Autrement dit, la révolution d'octobre 17 ce n'est pas le prolétariat qui s'empare du pouvoir politique au travers d'un parti qui en serait l'émanation, mais la prise du pouvoir par un petit groupe de révolutionnaires acquis à la cause prolétarienne et qui compte gouverner dans l'intérêt du prolétariat. D'où le renforcement de l'État et non son dépérissement, une bureaucratisation envahissante et, finalement, l'avènement du totalitarisme.

L'économisme

Les bolcheviks restent en outre prisonniers des catégories de l'économie politique. Lénine doit accomplir une révolution qu'il veut socialiste dans un pays qui n'a pas encore fait de révolution « bourgeoise ». D'où son idée de réaliser une révolution prolétarienne sans passer par le stade historique de la révolution « bourgeoise ».

En réalité, la vision du monde des bolcheviks reste très proche des conceptions de la bourgeoisie : ils reprennent à leur compte le progressisme, l'industrialisme et le productivisme. Ils ont échoué quand il s'est agi d'inventer une organisation de la vie originale qui aurait pu être un nouvel âge pour l'humanité. À ce propos, Robert Linhart a bien noté les limites de la pensée bolchevique quand Lénine opte pour une organisation taylorienne du travail, pensant ainsi libérer la classe ouvrière dans un avenir plus ou moins proche. Ce choix eut finalement pour conséquence immédiate le renforcement de l'autoritarisme, la progression de la bureaucratisation et l'accentuation de la division sociale de travail⁴.

Entre 1905 et 1917, la Russie ne connaît pas seulement une agitation politique et sociale, il y a également une effervescence culturelle exceptionnelle.

Les grands poètes et artistes de cette époque, souvent bien plus libertaires que bolcheviks et plus proches d'un communisme agraire bien ancré dans la culture populaire russe, ont été favorables à la révolution. Ils y ont vu la possibilité de créer une vie nouvelle, c'est-à-dire un nouveau style d'humanité, une autre façon d'habiter le monde. Mais la révolution a dévoré ses poètes et c'est le réalisme socialiste,

cet art organisé par et pour le nouvel État et la nouvelle idéologie, qui s'impose au détriment de l'utopie.

5. Autogestion

Les tenants d'un socialisme révolutionnaire et anti-autoritaire ont souvent mis l'accent sur l'idée d'autogestion, c'est-à-dire de la gestion de la production par les travailleurs eux-mêmes. Mais le terme « autogestion » est ambigu : s'agit-il de gérer l'existant, la « mégamachine » héritée du capitalisme ? Dans ce cas, on voit mal comment il pourrait être question de la fin du travail aliéné.

L'anarchiste communiste allemand Erich Mühsam avait conscience du problème quand il faisait remarquer au début des années 1930 que, dans une société libérée de l'État et du capitalisme, il ne serait pas possible de s'emparer simplement des moyens de production parce que ceux-ci n'ont pas été développés dans le but de la satisfaction des besoins de tout un chacun, mais en vue de la recherche du profit maximum.

L'autogestion est réalisable dans le cadre d'une « société bourgeoise » sans bourgeoisie, mais elle est trop réductrice si l'on conçoit le socialisme dans la perspective d'une révolution sociale, politique et culturelle. Les questions « Qui va gérer les moyens de production enlevés à la bourgeoisie et comment ? Qui prendra les décisions, avec quelles informations, et sous quel contrôle ? » sont nécessaires, mais elles sont insuffisantes si le problème de la réorganisation de la vie quotidienne sur des bases radicalement nouvelles et dans une société libérée de l'État et du travail aliéné n'a pas été posé comme préalable.

6. La révolution en rêve

*On se met à cultiver l'homme comme
on cultiverait un jardin.
A.Artaud*

Dans les années 1920-1930, les surréalistes avaient compris qu'il n'était pas possible de changer le monde sans changer la vie. Les maîtres rêveurs sont toutefois restés isolés. Et lorsqu'ils tentent de s'allier au parti communiste pour diffuser leurs conceptions de la révolution et de la vie dans le prolétariat, ils échouent parce que les communistes de la troisième Internationale en viennent rapidement à défendre l'une des plus grandes

⁴ Robert Linhart. *Lénine, les paysans*, Taylor, Seuil, 1976.

escroqueries de toute l'histoire de l'humanité, à savoir l'institution en Union soviétique d'une société sans classe et sans oppression. Non, décidément, le surréalisme n'était pas soluble dans la froide idéologie stalinienne. Une autre question serait de savoir si le prolétariat aurait pu être sensible à la subversion surréaliste et aurait pu s'en servir dans sa lutte pour la liberté et l'égalité, autrement dit s'il était encore révolutionnaire à cette époque et dans quelle mesure.

Parmi les surréalistes qui n'adhèrent pas alors au parti communiste, Antonin Artaud donne une définition assez précise de la révolution.

Artaud ne rejette pas tant K. Marx que ses épigones et leur explication exclusivement matérialiste du monde qu'il assimile à une fausse métaphysique, une idolâtrie.

Pour Artaud, la révolution authentique est une transformation culturelle qui a pour point de départ une idée renouvelée de l'homme. Il n'y a pas de révolution sans révolution dans la culture, c'est-à-dire dans la façon dont les hommes comprennent la vie et posent le problème de la vie. Il n'est pas opposé à la pensée de Karl Marx, mais il rejette l'idée selon laquelle tous les problèmes du monde pourraient se réduire au simple facteur économique.

En s'éloignant du marxisme, Antonin Artaud rejoint un humanisme révolutionnaire intégral dont Marx lui-même n'était pas si éloigné à certains moments, notamment dans sa *Critique de l'économie politique* de 1844.

7. L'écart absolu

En 1950, le marxiste révolutionnaire Karl Korsch énonce *Dix thèses sur le marxisme*. Il y relève plusieurs points qu'il juge particulièrement cruciaux :

- l'attachement du marxisme aux formes politiques de la bourgeoisie ;
- l'identification mystique du développement de l'économie capitaliste avec la révolution sociale prolétarienne.

L'invention d'une démocratie sociale concrète où tous et toutes bénéficient d'une égale liberté est l'action ultime. Mais il nous manque encore des formes de lutte renouvelées et allant dans ce sens, une nouvelle poussée révolutionnaire prenant en charge les erreurs du passé en renouant avec la mémoire des vaincus.

La révolution sociale ne peut pas être la continuité ou le parachèvement du capitalisme, mais une rupture radicale avec l'ordre du monde et du temps organisé sur une base capitaliste.

K. Korsch définit le socialisme comme étant le pouvoir de disposer de la production de sa propre vie, Erich Mühsam comme un espace où tous pourraient développer et approfondir leur humanité ; à moins que ce ne soit l'institution simultanée de relations réellement humaines entre les hommes et de nouveaux rapports entretenus par les hommes avec la nature, et donc la Terre leur lieu d'habitation. En ce sens, le socialisme ne peut plus être conçu comme une production illimitée de quantité, une immense accumulation de marchandises, mais comme une maîtrise de notre commune destinée. Cela renvoie sans doute au moins autant à un possible autogouvernement de la société qu'à l'autogestion, à ce qui est du domaine de l'homme qu'à ce qui relève de la fausse maîtrise pseudo-rationnelle et présente par conséquent un caractère inhumain. Miser sur le développement des forces productives, et donc le déchaînement de la technique à l'échelle planétaire, rend en effet illusoire toute idée de réappropriation, de libération ou même de contrôle.

Le socialisme demeure un lieu lointain et étranger. Mais c'est parce qu'il est étranger qu'il représente une brèche ouverte dans la réalité. Il n'est pas une donnée immédiate, mais un territoire à rechercher et à conquérir, une quête et une reconquête.

Ce qu'il nous reste à rêver, c'est un monde à la mesure de l'homme ■

Si vous voulez nous contacter ou recevoir les bulletins précédents :

georges.ouden@caramail.com